

Questions orales

Puisque M. Thomas a refusé de répondre quand on lui a demandé directement si on allait retirer et détruire les produits chimiques de ces quatre décharges, le ministre estime-t-il que la position américaine est acceptable? Que pense le gouvernement des Américains qui ne semblent pas disposés à retirer les produits chimiques toxiques de ces décharges pour les détruire?

L'hon. Tom McMillan (ministre de l'Environnement): Monsieur le Président, je n'ai pas à me faire le porte-parole de l'Agence américaine de protection de l'environnement. Elle peut fort bien se défendre toute seule. Quant à moi, il m'importe, ainsi qu'au député, d'assainir la Niagara. L'EPA m'a remis un volumineux plan d'action s'appliquant à tous les domaines: la mise en vigueur des règlements, leur application, le renforcement des normes sur les produits chimiques toxiques, le contrôle et la surveillance. Je n'ai pas eu l'occasion de me faire une idée bien arrêtée sur la position américaine. J'entends me prononcer de manière objective et équitable et j'espère que le député fera preuve, lui aussi, d'ouverture d'esprit.

LA POSITION DU GOUVERNEMENT

M. Bill Blaikie (Winnipeg-Birds Hill): Monsieur le Président, quand on a interrogé M. Thomas sur la récupération et la destruction des déchets, il a répondu, effectivement, qu'on étudiait la question mais qu'il y avait aussi d'autres possibilités. En cas de refus, la position américaine est-elle acceptable au ministre ou va-t-il insister, ainsi que le veulent tous les Canadiens, j'en suis persuadé, lorsqu'il s'agit de nos sources d'eau potable, pour que ces décharges soient complètement nettoyées et qu'on détruise les déchets toxiques?

L'hon. Tom McMillan (ministre de l'Environnement): Monsieur le Président, la position du ministère de l'Environnement et du gouvernement canadien est très catégorique. Nous préférons que les déchets toxiques soient récupérés et détruits. Il ne faut pas se contenter d'empêcher les produits de se répandre dans l'environnement. Nous savons que cette opération coûtera des milliards de dollars. A cette fin, notre gouvernement est déterminé à associer ses efforts à ceux des Américains de l'État de New York et du gouvernement fédéral et à ceux de l'Ontario. Que le député se rassure, nous ne modifierons pas notre position.

* * *

LA VOIE MARITIME DU SAINT-LAURENT

L'OBSTRUCTION DU CANAL WELLAND

M. Maurice Foster (Algoma): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre des Transports. Comme il le sait, l'Ouest a connu cette année sa pire récolte depuis longtemps et, dans bien des cas, les revenus agricoles sont tombés bien en dessous du seuil de la pauvreté. Maintenant que le canal Welland est bloqué, plus de 70 navires, dont bon nombre transportent des céréales pour nos clients à l'étranger, ne peuvent aller nulle part.

Le ministre est-il prêt à promettre aujourd'hui même de garder la voie maritime ouverte tant que nos obligations contractuelles n'auront pas été remplies une fois que l'écluse aura été réparée ou bien à payer pour transporter ces céréales par chemin de fer de Thunder Bay jusqu'aux ports du bas Saint-Laurent, ce qui coûterait, si je ne m'abuse, environ \$15 de plus la tonne? Je pose la question à cause de la commande importante de 3.5 millions de tonnes qui doit être . . .

M. le Président: A l'ordre. Cette question est bien longue.

L'hon. Don Mazankowski (ministre des Transports): Monsieur le Président, je partage les préoccupations du député. Il conviendra cependant qu'il est trop tôt pour prendre une telle décision. Nous ne pouvons pas savoir exactement combien de temps la voie maritime sera bloquée. Je demande au député de patienter encore trois ou quatre jours en attendant que nous obtenions une première évaluation qui nous permettra de voir combien de temps il faudra avant de rouvrir la voie maritime. Si nous devons envisager des mesures d'urgence, nous le ferons à ce moment-là.

M. Foster: Monsieur le Président, je viens de dire que cette question revêt un caractère urgent pour les agriculteurs de l'Ouest. Ils doivent savoir si le gouvernement les aidera à faire face à cette situation catastrophique.

En mai dernier, le gouvernement a enlevé 30 millions de dollars à l'Administration de la voie maritime. Ce . . .

M. le Président: A l'ordre. La première question du député était très longue. Veut-il poser une question supplémentaire?

M. Foster: Comme je l'ai dit, le gouvernement a repris environ 30 millions de dollars. Je me demande si . . .

M. le Président: A l'ordre. La parole est au député de Hamilton Mountain.

* * *

LE REVENU NATIONAL

L'ACQUISITION DE GULF—LA DÉCISION FISCALE

M. Ian Deans (Hamilton Mountain): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre des Finances. Prétend-il que les nombreuses fois où le comité des priorités et de la planification a discuté du marché entre Gulf, O&Y et Petro-Canada, il n'a jamais été question de la décision fiscale?

Des voix: Oh!

L'hon. Erik Nielsen (vice-premier ministre et ministre de la Défense nationale): Monsieur le Président, certains députés ont l'air surpris de me voir répondre à cette question. Je le fais en tant que vice-président de ce comité du cabinet. Je puis dire au député que, comme il le sait, il serait tout à fait inopportun de ma part de parler à la Chambre ou à quiconque des discussions qui se déroulent à ce comité ou à un autre comité du cabinet. Si le député s'intéresse à la procédure relative aux décisions fiscales, il pourra poser ses questions au ministre responsable de ce secteur à la Chambre.